



SAINT-DENIS CANTON NORD EST

Franc-Moisin/Bel-Air, Floréal, Saussaie, La Courtille, St-Rémi, Cosmonaute, Joliot-Curie, Centre-ville, Allende, Vert-Galant, Stalingrad, Gabriel-Péri, Politzer, Chantilly, Romain-Rolland.

BONNE ANNEE 2010 A TOUS ET TOUTES

E D I T O R I A L : BONNE ANNEE 2010

La construction du budget 2010, sera un exercice périlleux mais nécessaire, pour réaffirmer l'attachement à la compétence générale. Cette compétence reste la meilleure manière de soutenir les populations les plus fragiles, qui d'abord ont besoin d'une Solidarité Nationale, totalement absente sur le sujet. Avec les réformes en cours et annoncées par le Président de la République, les départements, par la loi ne pourront plus venir en co-financement et financement de tout une série de services publics, dont ils ont su se doter depuis leur création.

Par cette décision scandaleuse, le sport, la culture, l'emploi, l'insertion, la jeunesse, l'enfance, les Technologies de l'Information, les services liés aux handicapés, aux personnes âgées, etc...seront impactés. Le seront aussi, les finances des villes et des intercommunalités, qui ne pourront compenser plus de 130 Millions d'euros d'investissement du département dans ces secteurs. La lutte pour un département solidaire doit se poursuivre et tous les moyens seront utilisés pour faire entendre la voix des séquano-dionysiens et de leurs élus. Dans cet esprit, je n'écarte pas de proposer un budget en déséquilibre, qui me semble être un des moyens de lutte politique. Même si, je n'en ignore pas les conséquences.

Je veux aller au bout de la logique qui m'anime, en aucun cas accompagner ces réformes injustes, en réduisant, voire supprimant des services publics utiles aux habitants, qui en période de grande incertitude, ont besoin de soutien des collectivités. Dans ces réformes, les personnels des collectivités sont les parents pauvres, voire les premières cibles. Car, si elles devaient voir le jour, on sera confronté à la plus grande vague de licenciements que la France a jamais connue.

Les solutions existent, l'Etat le sait pertinemment. A travers ces réformes, c'est la mort des collectivités et leur levier de régulation sociale et économique, qui est recherchée. Nous nous approchons chaque jour de la révolution populaire avec les décisions de ce gouvernement. 1789 à côté sera de la rigolade, si les choses continuent dans ce sens.

Ensemble Agissons.....

Bally BAGAYOKO

Vice-Président en Charge des Technologies d'Information et de la Communication

Conseiller Général

Maire-Adjoint Délégué à la Jeunesse

Poussée par les vents de l'ignorance
Tant de pouvoirs
gonflés par les crues de l'Ego

Tant d'absurdités dédiées aux corrup-
tions, de destructions en quête de profit,
de dictatures déguisées en démocraties...

Qu'en 2010 se lèvent les cavaliers de la con-
science, qu'ils s'élancent en chacun, tout au-
tour de la terre, pour transformer, nettoyer,
défricher et semer, pour assainir et aimer...

Que le galop infatigable des consciences éveille
en chacun les alchimistes qui sommeillent et que
nous assistions ensemble à l'accouchement des
merveilles, d'une société plus juste, plus humaine.

Santé, Beauté, ingéniosité, responsabi-
lité et efficacité, intelligence et humilité !

Belle Année 2010 à chacun d'entre vous de la créer!



L'ETAT VEUT LA MORT DES SERVICES PUBLICS !



L'Etat est Contre

UN ORDINATEUR POUR LES COLLEGIENS DE 6ème

Déterminé à lutter contre la fracture numérique, avec 1.3 million d'investissement sur l'informatique dans les collèges, le Conseil général poursuit ses efforts en direction des collégiens en dotant chacun d'un ordinateur, à partir du mois de janvier à travers l'envoi du coupon-informatique. Cette aide destinée aux familles dont les enfants sont à la fois :

- scolarisés en 6e en Seine-Saint-Denis pour l'année 2009/2010, dans un collège public ou privé sous contrat et enfin domiciliés en Seine-Saint-Denis
- Cet ordinateur vous coûtera entre 20 euros et 400 euros, déterminé en fonction de votre quotient familial. Le CG 93 prend à sa charge le reste. Le prix public étant estimé à 750€. Renseignements au : www.seine-saint-denis.fr



Remis en cause par l'Etat

AIDE AU FINANCEMENT DU PERMIS DE CONDUIRE

Parce que l'accès à la mobilité reste un enjeu majeur pour accéder à l'emploi, le Conseil général accorde une aide à l'obtention du permis de conduire. Elle est accordée pour la 1ère obtention du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes de 18 à 25 ans ayant obtenu le code, domiciliés en Seine-Saint-Denis et pour lesquels le permis est indispensable à l'emploi. Elle vient en complément des fonds octroyés par la ville de St-Denis et Objectif Emploi, à travers le dispositif mutualisé « Atouts Jeunes ».

Renseignements : Contactez Objectif Emploi, la direction jeunesse ou le service insertion du conseil général au : 01 43 93 41 06. Email : permisconduire@cg93.fr



L'Etat est Contre

UN REFERENDUM POUR L'AVENIR DE LA POSTE

Le projet de Loi imposé par le gouvernement a été voté à l'Assemblée nationale. Il convient de poursuivre la mobilisation pour défendre le service public postal en s'appuyant sur les 80000 citoyens de Seine Saint Denis (+ de 2,3 millions en France) qui se sont exprimés lors de la récente votation contre la privatisation. C'est dans cet esprit, en tant que Président de la Commission Départementale de Présence Postale, que j'ai proposé au Président du Conseil Général et à la majorité, de prendre conjointement une initiative avec les associations de défense de la Poste et les syndicats pour soutenir la demande faite au Président de la République d'organiser un référendum.



Remis en cause par l'Etat

Une Maison d'Enfants « Martin Luther King » naît à St Denis

La protection de l'enfance est une des principales prérogatives du Conseil général. C'est tout naturellement qu'en partenariat avec la Fondation d'Auteuil et la ville de Saint-Denis, il a décidé d'injecter pas loin de 1.6 million d'euros pour soutenir cette initiative innovante. L'établissement de la Fondation d'Auteuil dans la Seine-Saint-Denis, afin de venir en aide aux jeunes en grande difficulté ainsi qu'à leurs familles, par la mise à disposition d'un nouveau lieu d'accueil et d'hébergement. Il dispose de 24 places en hébergement et 20 places en accueil de jour pour les enfants de 6 à 20 ans. Cette innovation prévoit une prise en charge adaptée à chaque problématique. Une plateforme de "remédiation" scolaire, de même qu'un accompagnement des familles, sont assurés.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'Etat doit 500 millions au Département et à ses habitants.

140 millions, sont consacrés par le CG93 au sport, culture, insertion, jeunesse, etc .. : non obligatoires mais nécessaires.

L'investissement des collectivités, c'est 73% de l'investissement public, alors que celui de l'Etat est 27%.

QUI VA PRENDRE EN CHARGE DEMAIN CES SERVICES ?

L'Education : Un sondage alarmant mais réaliste !

Depuis plus de 10 ans, les crédits consacrés à l'éducation dans notre département, sont en baisse continue. Un sondage du CSA confirme cette tendance en mettant en lumière les témoignages des séquano-Dionysiens. Inégalités, discriminations, manque de professeurs, moyens matériels insuffisants. L'école de la République est un vœu pieux dans le 93, car non prioritaire pour l'Etat. Le CG93, malgré son investissement de plus de 80 millions, ne peut compenser ce désengagement. 78% des sondés considèrent que des progrès doivent être faits pour les élèves en difficultés, 59% considèrent que l'école ne dispose pas de moyens suffisants. Les habitants appellent de leurs vœux une école égalitaire, ouverte sur le monde, sur son territoire, une école des droits et non de la chance. Cette école est en danger et nécessite la mobilisation de tous, car pour 2010 c'est 16000 suppressions supplémentaires annoncées.

LE SAVIEZ-VOUS ?

12000 c'est le nombre de collégiens qui chaque année sortent du système scolaire sans solution.
340 millions, c'est les recettes en moins pour le département avec la suppression de la taxe professionnelle.

Depuis 2002, 100 000 postes ont été supprimés dans l'Education Nationale. La part de l'Etat dans les dépenses d'éducation qui était de 61% dans les années 80 est descendue à 55% en 2007, alors qu'inversement celle des collectivités est passée de 14 à 23%.

SPORT, CULTURE EN DANGER !

Les réformes de l'Etat frappent de plein fouet, la culture, le monde sportif. Par conséquent, l'ensemble des professionnels, artistes, associations, personnels qui oeuvrent au quotidien dans ces domaines. C'est plusieurs milliers d'emplois qui sont menacés de disparition. En signe de contestation, 40 associations se sont unies autour d'un texte où ils disent « Le débat actuel de la réforme des collectivités territoriales et de la disparition annoncée de la taxe professionnelle est porteur pour nous, acteurs de la culture en Seine-Saint-Denis, d'une grande inquiétude quant à l'avenir de notre activité et des emplois qui y sont attachés. Nous, professionnels de la culture, sommes pleinement conscients que la suppression de la clause de compétence générale des CG qui leur permet d'intervenir notamment dans le domaine de la culture, marquerait la fin de nombre des projets singuliers qui ont nourri depuis des années la vie et l'identité de notre département. Dans ce contexte particulièrement difficile, il nous semble urgent de nous rassembler pour défendre l'importance de cette intervention et des moyens qui doivent y être consacrés ».

L'Etat est Contre

TRANSPORT T5 et T8

Les élections régionales de Mars prochain mettront en avant l'importance des transports en commun et le besoin de mobilité. Sur 4 ans, 7 projets de tramway vont voir le jour en Ile de France. Le T5 et T8 concernent la ville de St Denis. T5 : le tramway Saint-Denis-Garges-Sarcelles, mise en service fin 2011. T8 : Tram'y Saint-Denis-Epinay-Villetaneuse, mise en service novembre 2013. Avec une contribution à la réalisation de ces 2 projets du CG93, plus de 82 Millions, sur plus de 320 Millions. Les réformes en cours viendraient modifier ces cofinancements du CG93 et fragiliser d'avantage l'offre de transport.

L'Etat est Contre

LES SOLUTIONS EXISTENT

Avec mes collègues de groupe du Conseil Général et de la ville, nous exigeons :

- Le maintien de la compétence générale et des services publics
- Que l'Etat verse les 500 millions qu'il doit au département et 5.4 millions à la ville de Saint-Denis,
- Une véritable péréquation fiscale qui réduise les inégalités entre les territoires et la suppression du ticket modérateur, que verse le CG93 à l'Etat, soit 36 millions d'euros.
- Le maintien de la taxe professionnelle, seule ressource majeure pour les intercommunalités, les départements et les régions.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le CG93 victorieux face à l'Etat UMP, sur la protection de l'Enfance. En effet, en refusant de mettre en oeuvre le décret d'application de la loi du 5 mars 07, qui donne aux départements les moyens de financer la protection de l'enfance par un transfert de 30 millions le gouvernement UMP a bel et bien manqué à ses obligations. Le Conseil d'Etat lui a rappelé ses responsabilités en matière de décentralisation, ses obligations d'application de la loi. C'est une bonne chose.

ELECTION REGIONALE : NE TUONS PAS NOS POINTS D'APPUI !

A moins de 3 mois des élections, la gauche de la gauche tarde et peine à se mettre en ordre de bataille pour construire un projet de rupture à l'échelon régional. Donc à se donner une lisibilité crédible pour une vraie alternative à la droite libérale et autoritaire qui dirige notre pays. Je suis inquiet et je le dis aux forces politiques qui semblent avoir tant de mal à dépasser leurs intérêts pour mettre au service de nos concitoyens, un projet ambitieux, porteur d'espoirs. Je ne veux pas être une nouvelle fois déçu et ajouter une nouvelle couche à mon amertume. Il nous faut un projet ! Les bases existent et elles nous sont communes.



Ce qui freine, ce sont les intérêts d'organisation et de préséance qui, s'ils ont leur importance ne sont rien devant les inégalités qui se creusent, les injustices qui progressent, et les appels incessants de beaucoup, pour une vraie alternative à gauche. Il nous faut un animateur, des personnalités diverses dans leurs catégories socio-professionnelles, leurs couleurs et représentatives de notre région. Car ce qui bloque au fond, c'est cela et, en regard des enjeux, rien que cela ! Si la volonté d'aboutir existe, alors il faut chercher celui ou celle qui peut rassembler et entraîner le plus largement. Celui ou celle qui peut être le point d'équilibre permettant à chacun et à chaque composante de se sentir respecté, valorisé dans un projet collectif où chacun a toute sa place, d'intelligence, d'abnégation à donner et prêt à assumer les responsabilités au sein des institutions.

Pour nous, cet animateur était Patrick Braouezec qui s'est déclaré disponible. Beaucoup, parmi les forces de gauche en présence, se sont exprimés positivement sur ce choix. Mais, il semble que d'autres intérêts qui m'échappent, semblent primer sur le bon sens et l'efficacité. Chercher à imposer, à forcer la main au nom d'une hégémonie qui n'est plus et n'a plus lieu d'être, c'est le meilleur moyen de casser une dynamique naissante, nécessaire et de remettre en route la fameuse machine à perdre comme en 2007. Je ne peux l'accepter, sans exprimer mon désaccord avec ces méthodes d'un autre genre. Je pensais que le passé pouvait servir d'appui pour construire le futur, en évitant de reproduire les mêmes erreurs. Prendre le risque de l'échec et d'être jugé sévèrement par tous ceux qui espèrent encore, est une faute politique majeure.

C'est pourquoi, je me suis adressé avec d'autres à toutes les organisations qui ont vocation à se regrouper. Pour montrer qu'elles veulent vraiment ancrer à gauche la région Ile de France, ouvrir la voie à une véritable alternative à gauche pour le pays, en leur disant :

- il est temps de nous unir, de montrer que le projet commun est plus fort que tout,
- que nous ne voulons pas une nouvelle fois décevoir ceux qui attendent notre union pour croire de nouveau en la politique et en une nouvelle gauche sociale, écologique, anti-libérale.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le Conseil constitutionnel vient de rejeter le "projet" de taxe carbone du gouvernement, taxe écologiquement inefficace et socialement injuste, sur des motifs : "contraires à l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique et créant une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques". Car le texte prévoyait d'épargner les transports aérien et routier de voyageurs, ainsi que les sites industriels les plus émetteurs de CO2, comme "les centrales thermiques, les raffineries, cimenteries" soit 93% des émissions de dioxyde.

ICADE : LA LUTTE CONTINUE

La vente des logements cité Floréal devant intervenir courant 2010, le Conseil Municipal de Saint-Denis et les habitants :



- Dénoncent une opération financière et spéculative sur un patrimoine de près de 30 000 logements à caractère social en Ile-de-France dont 649 cité Floréal
- Demandent une taxation sur les 600 millions d'euros de plus-value et l'interdiction de distribution de stock option et autres bonus financiers.
- Exigent la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire et un prix de vente qui permette la réalisation de travaux intérieurs et extérieurs des logements par le futur bailleur sans augmentation de loyer ainsi que le reconventionnement des 649 logements en logement social
- Exigent le respect des engagements pris par Icade dans le cadre du projet de rénovation urbaine, relatifs à la réhabilitation des réseaux et des voiries avant rétrocession foncière à la Communauté d'agglomération et Soutient la proposition de Plaine Commune Habitat de se porter acquéreur.

A VOTRE SERVICE

Je vous reçois sur rendez-vous : Les samedis de 9 heures à 15 Heures ; Mardis ou Vendredis de 17 Heures à 20 Heures 30.

En téléphonant au 01 49 33 63 58 ou 01 43 93 93 92

ou par email : bbagayoko@cg93.fr; bally.bagayoko@ville-saint-denis.fr

AUCUN APPEL OU EMAIL NE RESTE SANS REPONSE